



Les marchés financiers saluent E. Macron et son gouvernement

Sans surprise, Emmanuel Macron demeure populaire parmi les financiers, alors que son code de popularité est en chute libre dans la population.

Dans sa dernière livraison, le magazine *Nouvel Observateur* publie un entretien avec Isabelle Mateos y Lago, directrice générale du *BlackRock Investment Institute*, le centre de recherche de la plus grosse société de gestion d'actifs mondiale ¹. Dans cet entretien, la conseillère du fonds d'investissement basé à Londres exprime le satisfecit des marchés financiers à l'endroit de M. Macron et son gouvernement. Ce satisfecit est surtout fondé sur deux points : la réforme du marché du travail et la réduction des dépenses publiques.

Considérant que « *le président et le gouvernement sont en contrôle de la situation* », elle se montre optimiste sur la capacité du président à « *mener la réforme du marché du travail sans mettre tout le monde dans la rue* ». Pour elle, « *les débats parlementaires sur la loi d'habilitation à réformer par ordonnance se sont passés de façon constructive (...) et le texte a obtenu une vraie majorité...* »

Selon cette conseillère des plus gros financiers du monde : « *si le président Macron et Edouard Philippe sont capables de faire sauter le blocage sur le marché du travail, ce sera un signal fort. Cela montrera que le jeu a changé et que la France est prête à accepter des réformes positives pour son économie.* »

S'agissant des dépenses publiques, elle salue la décision « *de tenir les 3 % de déficits dès cette année* », tout en précisant que cette décision « *aurait pu être repoussée d'un an, les marchés financiers n'étaient pas inquiets compte tenu du niveau actuel des taux d'intérêt et de la politique de la Banque centrale européenne.* » Autrement dit, d'après la conseillère des plus grands financiers du monde, M. Macron et son gouvernement se montrent encore plus enclins aux attentes des marchés financiers que ces marchés eux-mêmes. On dirait qu'ils sont plus royalistes que le roi !

La conseillère considère très positive la décision de réduire le montant de l'APL, car cela montre que M. Macron et son gouvernement peuvent « *faire ce que la France n'a jamais réussi à faire* ».

Si elle juge que le choix de tenir l'objectif d'un déficit budgétaire à 3 % du PIB est « *une bonne nouvelle* », elle se montre en revanche critique sur la décision de bloquer la prise de contrôle des chantiers navals de Saint-Nazaire par une société italienne. D'après elle, « *à l'étranger, c'est perçu comme un geste étatiste, anti-européen, anti-marché.* »

Pour enfoncer le clou, elle dessine une « *feuille de route* » pour M. Macron et son gouvernement à la rentrée : « *Outre la mise en place effective d'une vraie réforme du marché du travail, j'attends qu'il montre sa capacité à faire des coupes intelligentes et durables dans les dépenses publiques. Je me demande aussi si les entreprises vont bénéficier de baisses d'impôts à terme. C'est important pour les investisseurs en actions.* »

Cette feuille de route est évidemment à l'opposé des intérêts des travailleurs. Cela confirme l'enjeu des mobilisations pour imposer d'autres choix au président de la République et son gouvernement. D'où l'importance de la journée d'action du 12 septembre dont la réussite est déterminante pour les luttes à venir.

9 août 2017

¹ Elle est énarque, inspectrice des Finances ; elle a débuté sa carrière au ministère de l'Economie et des Finances avant de rejoindre le Fonds monétaire international, puis BlackRock en janvier 2015.